Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 2)

Séverine Labat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/700>

DOI : 10.4000/conflits.700

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Séverine Labat, « Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.700>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 2)

Séverine Labat

- 1 L'acceptation du " fait accompli " d'Oslo
- 2 Davantage conscients de l'état du rapport de forces à la fois national (commandé en partie par l'aspiration à la paix de la majorité d'une population palestinienne exténuée par sept ans de guerre) et international¹, les leaders politiques du Hamas, admettent, certes tardivement, le caractère irréversible des accords d'Oslo.
- 3 C'est leur cheminement que résume le cheikh Sayyed Abou Mousammeh, leader du Hamas entre 1989 et 1991, et partisan d'un compromis avec l'Autorité Palestinienne : " Nous avons réalisé le changement sur la scène internationale. La défaite de l'Est et la guerre du Golfe ont abouti à un nouvel ordre international où les Etats-Unis sont devenus la première puissance. Israël, les Etats-Unis, l'Occident, étaient les vainqueurs. Les régimes arabes étaient les perdants. Il fallait traduire cela dans la réalité. Nous avons considéré la conférence de Madrid comme imposant les vues des vainqueurs contre nous. Cela leur permettait de tout imposer. Nous croyons au dialogue, mais nous ne croyons pas à la manière consistant à imposer ses volontés aux autres. Le dialogue doit être construit sur le droit et non sur la force. En prison, nous avons compris que la conférence avait deux objectifs : semer des divisions supplémentaires dans le monde arabe (c'était une sorte de Sykes-Picot numéro deux) afin de s'assurer un contrôle sur le commerce (notamment du pétrole) ; et mettre un terme au problème palestinien afin de permettre à Israël de pénétrer dans le coeur du monde arabe et islamique et de contrôler la région de concert avec les Etats-Unis "².
- 4 Aussi bien, à la question de savoir si le Hamas devait saboter cet accord ou s'en accommoder, le responsable islamiste rétorque-t-il : " Cet accord était autodestructible. Nous n'avions même pas à le détruire. Il se détruirait de lui-même. Il ne comportait aucun élément de succès. Il ne remplissait ni les besoins ni les rêves minima des Palestiniens. Ce projet dévoile la vraie face d'Israël. C'est pourquoi, nous avons décidé de laisser les faits parler. Les Palestiniens, les opinions arabes et les Occidentaux découvriront leur erreur par eux-mêmes ".

- 5 Dans ces conditions, la vague d'attentats de l'après-Oslo et, par dessus-tout, la campagne de violence du printemps 1996 ne pouvaient que gêner considérablement les partisans d'un accord avec Yasser Arafat : " En tant que mouvement national de résistance, les objectifs du Hamas sont de lutter contre l'occupation. Nous sommes contre les assassinats de civils, mais c'était une réaction aux massacres des Palestiniens. Pour autant, nous ne sommes pas intéressés par l'idée d'avoir des conflits avec ceux qui ont soutenu Oslo. Le Hamas est un mouvement pragmatique qui procède en fonction des réalités présentes. Jusqu'à ma libération, j'ai rappelé que nous étions contre la guerre civile. Personne ne peut imposer son opinion par la force. Et le dialogue est la principale forme de compréhension. Nous croyons à l'option démocratique. Nous avons donc évité tout affrontement avec l'Autorité Palestinienne ".
- 6 Ce n'est finalement qu'en avril 1994 que l'organisation clarifie quelque peu ses positions et déclare n'être pas opposée au principe de la paix. Adoptant une position politique dictée par le pragmatisme, la direction politique du Hamas envisage un cessez-le-feu à condition qu'Israël se retire totalement des territoires occupés, que les colonies juives soient démantelées, que les colons soient désarmés, et qu'une force internationale veille au respect des frontières de l'entité palestinienne. Elle réclame en outre que des élections générales libres soient organisées afin de " déterminer la vraie représentation du peuple palestinien " et de permettre aux nouveaux élus de participer à toutes les négociations impliquant l'avenir des territoires occupés.
- 7 Dès mars 1993, le porte-parole du Hamas en Jordanie déclarait d'ailleurs que son parti, sans pour autant reconnaître l'Etat d'Israël, acceptait le principe de l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie de la Palestine en tant que première étape vers la libération totale des territoires occupés.
- 8 Le 13 mars 1996, le Hamas publie un mémorandum à l'adresse des chefs d'Etat présents au " sommet anti-terroriste " de Charm El-Cheikh. Animée par le souci de rompre son isolement international, l'organisation islamiste se présente comme un " mouvement de résistance politique " s'efforçant de lutter contre l'occupation au moyen de l'action politique (" le Hamas est considéré - " conformément à la législation internationale " - comme partie prenante du mouvement de libération nationale du peuple palestinien en lutte pour conquérir ses droits internationaux légitimes "), et de l'action militaire (" le Hamas croit en l'action politique comme dans la lutte armée, dans la mesure où chacun à un rôle à jouer dans la conquête de ces droits "). Mais, le parti prend, à cette occasion, la précaution d'établir une distinction entre les opérations militaires " défensives " et " légitimes " des Brigades Azzeddine El-Qassem (dont l'origine réside dans la poursuite de l'occupation malgré les résolutions de l'ONU)³, et les actions ayant pour cibles des civils, et " contrevenant (par conséquent) à la ligne de conduite du Hamas ". Aussi bien le mouvement islamiste appelle-t-il les chefs d'Etat réunis aux bords de la mer rouge à " réclamer le retrait des forces israéliennes d'occupation " et se déclare-t-il prêt à accueillir toute initiative de médiation israélo-palestinienne, tout en stipulant : " Nous croyons au dialogue, mais nous pensons qu'il est de notre droit de résister à l'occupation militaire, à la terreur israélienne et aux agressions contre notre peuple. Nous ne permettons pas à nos cadres militaires de viser les civils et affirmons prendre soin d'éviter que ceux-ci soient blessés durant les attaques contre des objectifs militaires "⁴.
- 9 La direction politique du Hamas reconnaît donc indirectement le " fait accompli d'Oslo " : " Collectivement, le Hamas est opposé à l'accord d'Oslo. Mais c'est difficile. Ce n'est

pas une initiative de l'OLP, mais le fruit d'une conspiration internationale destinée à stopper l'Intifada et minimiser la force du Hamas. Après le retour d'Arafat, la plupart des gens étaient heureux. Ils croyaient que leurs problèmes étaient réglés et qu'ils étaient sur la voie de l'indépendance. Trois ans après, si vous allez dans la rue, vous verrez que c'est différent. Après sept ans d'Intifada, ils auraient fait n'importe quoi pour en sortir, pour ne plus être sous occupation des juifs. Nous étions épuisés par ces sept ans. Les gens voulaient se reposer. Ils ont bien accueilli la venue d'Arafat "5.

- 10 Ayant atteint le sommet de leur influence à la veille de la signature des accords d'Oslo, les leaders politiques du Hamas n'ont pu enrayer la baisse d'audience de leur parti, faute d'avoir pu s'imposer comme partie prenante du processus. En dépit de l'appel au boycott lancé par le Hamas, le succès remporté par Yasser Arafat à l'élection présidentielle et celui des candidats de l'Autorité aux élections législatives du 20 janvier 1996, ont accru la marginalisation politique du mouvement islamiste.
- 11 Le caractère populiste d'un mouvement agrégeant de manière nécessairement radicale des registres aussi différents que la lutte de libération nationale, la volonté de participation des catégories dominées et l'exigence d'un retour aux sources de l'islam aura sans doute été le principal obstacle à l'adaptation du Hamas au nouvel ordre issu d'Oslo.
- 12 " Le Hamas a fait des erreurs. Mais il ne faut pas oublier que le Hamas est un groupe religieux. Les groupes religieux ne sont pas flexibles. Ils suivent leurs slogans. C'est difficile pour eux d'abandonner ces slogans et de s'adapter aux changements politiques rapides. Le Hamas n'a pas réussi à comprendre la situation (...) Il n'a pas réussi à clarifier sa vision et ses objectifs. Le Hamas aurait dû changer de stratégie et opérer une distinction entre les deux camps, à savoir entre les Israéliens et les Palestiniens "6.
- 13 Aussi bien, plutôt que d'être en mesure d'agiter la menace d'un recours à la violence en dernier ressort et de peser ainsi sur les négociations, la direction politique du mouvement islamiste s'est-elle faite débordée par un flanc radical dont elle court le risque de devoir un jour confesser qu'elle est incapable de le maîtriser. Désormais, traversé par deux courants antagoniques, l'un prenant acte du déclin et de la perte d'influence du mouvement social, soucieux d'intégrer le champ politique et favorable à l'institutionnalisation du parti, l'autre ne pouvant se résoudre à ce déclin, partisan d'une ligne intransigeante conforme aux engagements originels de l'organisation ; le Hamas est menacé de perdre une partie de sa capacité d'attraction et est mis au défi d'explorer de nouvelles modalités d'intervention politique et sociale.
- 14 L'épreuve de l'institutionnalisation : entre mouvement social et mouvement politique
- 15 Tirant sa richesse de la multiplicité de ses dimensions du temps, où la fusion entre appel à l'identité et revendications égalitaires était encore possible, le mouvement islamiste palestinien ressemble désormais à une mosaïque dont il est de plus en plus difficile de déterminer le principe de cohésion, et n'entretient l'illusion de son unité qu'au prix d'un discours extrêmement ambigu quant au recours à la violence.
- 16 Toutefois si des divergences, ayant trait à l'opportunité ou non de poursuivre la lutte armée contre Israël persistent à opposer les diverses expressions du mouvement, ces dernières semblent néanmoins parvenues à un (relatif) consensus stratégique quant à la nécessité, pour préserver l'existence de l'organisation, d'éviter tout affrontement avec l'Autorité Nationale Palestinienne.

- 17 Mais comment abandonner formellement la lutte armée sans prendre le risque de se priver de l'un des éléments constitutifs de la légitimité du mouvement ? Comment négocier ouvertement avec l'Autorité Palestinienne issue des accords d'Oslo sans se désavouer ? Et comment renoncer publiquement à toute action violente, alors qu'une telle décision exposerait le Hamas à des contradictions susceptibles de se révéler lourdes de conséquences pour son unité interne ?
- 18 Intégrer le champ politique national, ce qui implique l'acceptation d'un certain nombre de compromis, tout en maintenant un certain degré de mobilisation, ce qui suppose la tenue d'un discours contestataire radical, tel est le double objectif que se sont finalement assignés les dirigeants politiques du Hamas.
- 19 Les enjeux de la démilitarisation
- 20 Les dirigeants du Hamas sont plus que jamais habités par le souci de prévenir tout affrontement inter-palestinien. Une guerre civile, étant donné le souci manifesté par la société palestinienne de maintenir un minimum de cohésion nationale face à l'occupant, ne pourrait en effet que se révéler funeste pour leur organisation.
- 21 " Ce qui se passe en Algérie est de la responsabilité du FIS. Si ça avait été nous, nous aurions été patients et nous aurions choisi la voie démocratique. C'est pourquoi nous condamnons la violence qui a cours en Algérie et en Egypte. L'Occident ne veut pas la démocratie et empêche qu'elle s'installe dans d'autres pays. Nous ne croyons pas à la lutte avec l'Autorité Palestinienne. Même à l'échelle du monde arabe, ce n'est pas bien de lutter contre l'Autorité en place. Notre lutte sera toujours en faveur d'une démocratie réelle et non de surface. Nous pensons que l'expérience turque est une grande réussite "7.
- 22 Partagé entre le souci d'assurer la sauvegarde de son infrastructure et celui de continuer à mobiliser sa base, le Hamas, depuis la vague d'attentats du printemps 1996, a vu sa marge de manoeuvre considérablement se réduire. Aussi bien, se gardant à la fois de saboter et de cautionner le processus de paix, la direction politique du Hamas tâche-t-elle d'adopter une stratégie consistant à intégrer le champ politique, dans l'hypothèse d'un succès de l'autonomie, tout en se tenant prête à se retirer sans dégât, dans l'éventualité de son échec.
- 23 " Le djihad est une partie de l'idéologie politique du Hamas. Hamas pense que le djihad n'arrêtera jamais car la Palestine est occupée. Mais nous devons être plus tactiques et arrêter le djihad pendant un temps. Nous devons tenir compte des circonstances nouvelles, accepter les nouveaux changements sans renier nos principes "8.
- 24 Mais l'adoption de cette ligne politique a pour effet d'amplifier les dissensions internes. Dépourvu d'un leadership fédérateur, a fortiori depuis l'arrestation de Musa Abou Marzouk aux Etats-Unis en juillet 1995⁹, le Hamas, plus que jamais, est traversé par plusieurs lignes de tensions, elles-mêmes susceptibles de se croiser.
- 25 Le désaccord le plus visible oppose les différentes sensibilités de l'aile politique et celles de l'aile militaire du mouvement. Prenant acte du " fait accompli d'Oslo ", encline au compromis et à la participation, la direction politique du Hamas agit suivant une rationalité fondée sur la finalité, c'est à dire conçue en fonction des conséquences que ses choix politiques sont susceptibles d'induire. A l'inverse, l'aile militaire du mouvement semblait, jusqu'à il y a peu, motiver ses options stratégiques suivant une rationalité fondée sur les valeurs, autrement dit en fonction de leur conformité à la " cause " qu'elles étaient censées défendre. A la suite des attentats de mars 1996,

sommées par le docteur Mahmoud Ez-Zahar, porte-parole du Hamas à Gaza, de suspendre leurs opérations militaires au motif que la stratégie armée affaiblissait le mouvement, les brigades Azzeddine El-Qassem semblent toutefois avoir consenti, au moins temporairement¹⁰, à geler leurs opérations militaires. Acceptant à leur tour l'idée de la relative irréversibilité du processus de paix et du danger d'être trop longtemps écartés du nouveau champ politique palestinien, les leaders de la branche armée du parti sont, eux-mêmes, enclins à conclure un accord avec l'Autorité Nationale. C'est dans cette perspective qu'il convient de comprendre la rencontre entre le chef de la sécurité préventive palestinienne et Yahia Ayache¹¹ peu avant la mort violente de celui-ci, tout comme l'entrevue, au lendemain de la vague d'attentats du printemps 1996, entre le même chef de la sécurité préventive et Mohammed Deif¹², successeur de Ayache à la tête de l'une des branches des brigades Azzeddine El-Qassem, accusé par les autorités israéliennes d'être responsable de l'enlèvement du soldat Wachsmann en octobre 1994¹³. Fruit de négociations entre le Hamas, l'Autorité Palestinienne et certains responsables israéliens, une première trêve (qui prévoit que les islamistes ne se lanceront pas dans des opérations anti-israéliennes à partir des territoires autonomes¹⁴) est observée à partir de l'été 1995, et ce jusqu'à l'assassinat de Yahia Ayache par les Israéliens en janvier 1996.

- 26 Toutefois, l'assassinat de " l'ingénieur " met un terme à " l'armistice ". Certains militants de l'aile militaire se refusent, au surplus, à emprunter la voie du compromis. Trop jeunes pour avoir appartenu à l'Organisation des Frères Musulmans avant le déclenchement de l'Intifada, c'est exclusivement au sein de l'appareil militaire du Hamas qu'ils ont fait leurs classes et fourbi leurs premières armes. Revendiqués par " la cellule des élèves de Yahia Ayache ", une dissidence de l'aile militaire issue des camps de réfugiés d'Hébron (ville sous occupation israélienne jusqu'en janvier 1997), les attentats-suicides du printemps 1996, font, de fait, écho à la poursuite de l'occupation israélienne¹⁵. Paraissant échapper à toute tutelle politique intérieure, ces groupuscules autonomes, semblent davantage sensibles aux arguments de la branche exilée à Amman¹⁶. Ils attestent en effet de l'hostilité des acteurs islamistes les moins intégrés au champ politique à l'égard d'une alliance entre la direction politique du Hamas et l'Autorité Palestinienne ; rapprochement qui n'aurait, de fait, d'autre conséquence que de frapper d'illégitimité toute nouvelle violence anti-israélienne.
- 27 Dans un autre ordre d'idées, de profondes dissensions opposent la direction intérieure du Hamas à sa direction extérieure. La direction politique intérieure est d'autant plus portée, au moins temporairement, à un compromis avec l'Autorité Palestinienne et à une cessation des violences, qu'elle tient compte des conséquences économiques, sociales et humaines du bouclage des territoires. A l'inverse, conscients que, dans le cas où l'aile politique du mouvement parviendrait à intégrer officiellement le champ politique palestinien, ils risqueraient de perdre définitivement leur leadership étant donné qu'ils n'ont aucune base à l'extérieur du pays, les leaders islamistes exilés à Amman, Damas, Beyrouth ou Khartoum, se montrent hostiles à tout compromis et prônent la poursuite de la lutte armée, non sans rencontrer quelque écho auprès des secteurs les plus exclus de la jeunesse. Cette ligne de fracture explique que les mots d'ordre de certains leaders de la direction extérieure (appels à des manifestations ou à des opérations-suicides) ne soient pas toujours suivis d'effet à l'intérieur des territoires palestiniens.

- 28 Un troisième clivage oppose les militants islamistes de Gaza et de Cisjordanie. La branche de Gaza, soumise à une certaine influence égyptienne (elle fut administrée par l'Égypte jusqu'en 1967), peu engagée en faveur de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe, et durement éprouvée par les récentes campagnes de répression, est, au moins provisoirement, favorable à l'arrêt des opérations armées anti-israéliennes. À l'inverse, la branche Cisjordanienne, proche de l'Organisation des Frères Musulmans jordaniens (la Cisjordanie fut annexée par la Jordanie jusqu'en 1967, et les structures religieuses y sont contrôlées par le royaume Hachémite), mobilisée en faveur de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe, moins directement affectée par la présence de l'Autorité Palestinienne, mais davantage éprouvée par l'occupation israélienne, manifeste des prises de position plus radicales. En témoigne le communiqué de revendication des attentats de mars 1996 signé le 7 mars par les " Brigades Azzeddine El-Qassem, Commandement Central " situées à Jérusalem¹⁷, alors même que des communiqués émanant de la bande de Gaza déclinaient toute responsabilité dans les attentats.
- 29 Une dernière discordance affecte la mouvance islamiste palestinienne. Notables islamistes soucieux de parvenir à un accord avec l'Autorité afin de pouvoir bénéficier des éventuelles retombées économiques de la paix, " permanents " du mouvement dont la survie politique dépend de leur capacité d'adaptation à la nouvelle donne, et jeunesse prolétarisée, socialisée dans la lutte armée et n'ayant pas encore récolté les dividendes de la paix ne sont, en effet, pas affectés dans les mêmes proportions par les récents bouleversements.
- 30 Ces déchirements expliquent pour une large part la diffusion de communiqués contradictoires (notamment à la suite de la vague d'attentats-suicides de février et mars 1996), l'usage d'un double voire triple langage (à l'usage de la base, de l'Autorité, ou des Israéliens) et autres cafouillages politiques (comme l'annonce unilatérale de la part d'une faction des Brigades El-Qassem d'un cessez-le-feu durant les fêtes de Noël 1993). Pourtant, la direction politique intérieure du Hamas s'efforce de maintenir un semblant d'homogénéité entre les diverses composantes et sensibilités du mouvement.
- 31 Aussi bien n'est-il guère surprenant que les frontières entre les différentes tendances soient pour le moins difficiles à appréhender. Ce n'est, de fait, qu'au prix d'un exercice d'équilibriste pour le moins équivoque, que la direction politique parvient à maintenir une certaine cohésion aux yeux de sa base. C'est à la convergence entre les différentes tendances, autrement dit entre les diverses significations de l'action, que le Hamas doit son caractère de mouvement de masse. Dès lors, si l'une des tendances venait à être totalement désavouée par l'autre, ce serait l'image même du mouvement qui s'en trouverait remise en cause. Aussi bien les " politiques " cultivent-ils constamment l'ambiguïté quant à leurs rapports avec l'aile militaire et ne prennent-ils leurs distances vis à vis de celle-ci, que lorsque ses campagnes d'attentats (notamment en février-mars 96) ne rencontrent plus guère de résonance populaire et menacent directement la survie politique de l'organisation : " Les commandos Qassem ont beau ne pas être nombreux, ils sont populaires, ils sont un symbole, ils ont représenté la seule dignité des Palestiniens. Les dirigeants politiques du Hamas ne peuvent les condamner. Le Hamas est fondé sur l'idée de lutte et de djihad. Les politiques ne peuvent se dédire. Le Hamas n'était pas censé agir dans le domaine politique (...). Le destin du Hamas est entièrement lié à la résistance. C'est pourquoi les " radicaux " sont incontrôlables. Ils ont leur autonomie car ils ont leur raison d'être (...). L'assassinat de Ayache a choqué les gens du Hamas. L'aile militaire a décidé de le venger. Mais ça a été une réaction trop

forte. Ils ont dépassé les limites et mis le Hamas dans une mauvaise situation. Avec la conférence de Charm El-Cheikh, on est devenu l'ennemi numéro un ¹⁸.

- 32 Nourrissant cette ambiguïté aux fins de s'imposer comme interlocuteurs inévitables, certains leaders politiques du Hamas revendiquent un partage coordonné des rôles entre l'aile politique et l'aile militaire du parti, accréditant ainsi l'idée d'une direction politique centralisée et univoque. A l'inverse, soucieux de prémunir l'infrastructure politique de leur parti en cas de disgrâce et de répression, d'autres insistent sur l'émancipation de l'aile militaire vis à vis de l'aile politique.
- 33 Quoi qu'il en soit, c'est par la combinaison des différentes sources de leur légitimité que les islamistes préservent leur existence en tant que mouvement social, en tant qu'organisation partisane, et en tant qu'acteurs politiques majeurs. Conserver sa capacité de nuisance sans pour autant apparaître comme une hypothèque à lever, telle est la gageure que la direction politique du Hamas doit plus que jamais soutenir.
- 34 De la stratégie révolutionnaire au néo-fondamentalisme
- 35 Incapable de présenter un front uni, dépourvue de programme de gouvernement, n'inspirant guère confiance à la communauté internationale, et ayant intégré l'idée qu'elle allait perdre une partie du contrôle qu'elle exerçait sur la société durant l'Intifada, la direction du Hamas a-t-elle d'autre choix, pour tenter de reconquérir son influence, que de se reconvertir dans une stratégie du type de celle des Frères Musulmans, en opérant un retour vers la doctrine de base de l'organisation-mère et en se donnant pour priorité de s'atteler à changer la société avant d'envisager de pouvoir conquérir les institutions étatiques ?
- 36 Se faisant les hérauts du nationalisme et de la lutte contre la corruption, le parti islamiste compte à présent sur un éventuel partage des tâches avec l'Autorité Palestinienne. Tandis que l'OLP se réserverait les domaines de la gestion de l'Etat, de la police, et des affaires étrangères, le Hamas, se fondant sur le rejet d'une partie de la population à l'égard des dirigeants " extérieurs " accusés d'avoir importé un mode de vie " occidentalisé ", s'attacherait, comme les Frères Musulmans en avaient la vocation avant l'Intifada, à étendre son influence par la réislamisation de la société et en orchestrant de sévères campagnes pour la moralisation des mœurs.
- 37 Consciente qu'il s'agit avant tout de reconstruire l'édifice, l'aile politique du mouvement observe un certain immobilisme afin d'être en mesure d'adapter sa stratégie au cours futur des événements, et, dans l'attente d'une décantation, de ne se fermer aucune option : " La guerre civile est une ligne rouge pour Hamas, qu'il ne faut dépasser à aucun prix. Mais cette politique d'autocontrôle vise un autre but : donner le temps aux contradictions internes du pouvoir palestinien de se développer. Et cela ne peut advenir que si Hamas reste extérieur à ces luttes " ¹⁹.
- 38 Principale force d'opposition au Fatah, le Hamas sait en effet pouvoir compter sur un accroissement de son influence en période de crise. Mais instruit par l'expérience, il sait aussi qu'en période de répit, la population soutient la force au pouvoir.
- 39 Dans l'hypothèse où la consolidation du pouvoir de Yasser Arafat s'accompagnerait d'un réel développement économique, le Hamas, au risque d'être considérablement marginalisé, devra adopter un profil bas avant de se reconstituer sur d'autres bases. En revanche, dans le cas où l'autorité de Yasser Arafat viendrait à être contestée, le Hamas pourrait recouvrer sa capacité d'attraction.

- 40 C'est par conséquent, de l'avis du cheikh Jamil Hamami, l'un des représentants du Hamas à Jérusalem, à la reconstruction de l'organisation que les dirigeants islamistes doivent principalement s'atteler : " Il est nécessaire de comprendre que sans construction intérieure forte, aucun courant ne pourra avoir de l'influence sur le peuple palestinien. Il faut reconstruire le mouvement en premier afin de faire bouger le peuple et conserver de l'influence sur lui "20.
- 41 " C'est l'erreur des politiques de n'avoir pas créé plus tôt un parti politique chargé de négocier avec l'Autorité sans appeler le Hamas à abandonner la lutte contre les Israéliens "21.
- 42 Engagés dans des pourparlers chaotiques avec l'Autorité Palestinienne, tout en continuant à vouloir incarner la résistance à l'occupant et l'intransigeance à l'égard du processus de paix, les dirigeants politiques du Hamas manifestent de plus en plus ouvertement leur volonté d'explorer les voies d'un compromis .
- 43 Quelques semaines avant l'assassinat de Yahia Ayache en janvier 1996, l'OLP et le Hamas semblent prêts à sceller un accord prévoyant la participation du mouvement islamiste aux élections du 20 janvier 1996. Précédées par la rencontre organisée sous l'égide de l'Autorité Palestinienne, avec l'accord d'Israël, entre une délégation du Hamas et son leader emprisonné, cheikh Ahmed Yassine, mais également par le déplacement, en octobre 1995, au Soudan, de dirigeants du Hamas soucieux de ramener les partisans de la ligne dure à de meilleures dispositions, des négociations directes s'ouvrent au Caire en décembre 1995. En échange de la promesse de ne pas " embarrasser l'Autorité " et de suspendre les attentats, Yasser Arafat offre d'intercéder en faveur des mille cinq cents prisonniers du Hamas détenus en Israël. En raison de la fin de non-recevoir opposée par la direction extérieure du parti, et étant donné qu'il n'a, pour l'heure, pas vitalement besoin d'un accord que la communauté internationale verrait d'ailleurs d'un mauvais oeil, Yasser Arafat refuse de rencontrer la délégation.
- 44 " La rencontre du Caire a marqué les débuts d'un dialogue qui doit durer jusqu'à ce qu'on parvienne à un accord national. Il y avait beaucoup de compréhension de la part du Hamas, et peu de la part de l'Autorité Palestinienne. Mais cela ne se règle pas en une fois. L'Autorité Palestinienne a demandé deux choses au Hamas : de ne pas embarrasser l'Autorité et de ne pas faire obstacle aux élections. Le Hamas a rempli ces deux conditions. Pères a alors commis l'erreur de faire assassiner Ayache. Il a eu les plus grandes funérailles de l'histoire de la Palestine. Mais nous devons continuer à promouvoir un dialogue national entre tous. Nous demandons un dialogue au sein duquel nous aborderons la question des négociations. Même au sein de l'OLP, il y a des gens qui désirent le dialogue "22.
- 45 En butte à une sévère répression, l'aile militaire, on l'a vu, aurait elle-même proposé un compromis à l'Autorité Palestinienne afin d'obtenir sa protection ; les Brigades Azzeddine El-Qassem réclamant, à cette occasion, la création d'une force armée conjointe entre l'OLP et le Hamas.
- 46 L'assassinat de Yahia Ayache interdit cependant aux différentes tendances du Hamas, sous peine de se couper de leur base, de mener plus avant les négociations. Etant donné l'effritement de son audience et l'approfondissement de ses divisions internes, le parti islamiste décide de ne pas participer à la consultation électorale tout en s'engageant à ne pas faire obstacle à sa tenue.

- 47 Au lendemain de l'élection présidentielle, Yasser Arafat renoue avec sa stratégie de cooptation des islamistes. Le Hamas est ainsi autorisé à ouvrir un bureau à Gaza, tandis qu'est créé un comité conjoint pour résoudre les situations de crise. Le 30 janvier 1996, la direction de Gaza annonce qu'une majorité de militants est prête à abandonner la lutte armée au profit de l'action politique (déclaration désavouée par l'extérieur). Le 4 mars 1996, au lendemain de l'attentat-suicide de Tel Aviv, le Hamas et l'Autorité Palestinienne participent à une réunion de crise, qui se voit couronnée par l'appel du Hamas (au cours d'une conférence de presse dont la tenue lui est fortement " suggérée " par Arafat) en faveur de l'arrêt des actions militaires. Les pourparlers vont bon train au cours de l'été 1996, qui voit le Hamas et l'Autorité réfléchir conjointement aux moyens de mettre un terme à la politique de colonisation israélienne.
- 48 Au total, la nature des futures relations entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas dépendra pour une large mesure, de l'aptitude des deux parties à s'inspirer mutuellement confiance : " Sans arrêt des actions militaires, il n'y aura pas de dialogue avec l'Autorité. Je suis convaincu que le Hamas doit arrêter les actions militaires afin de faire aboutir le dialogue. Les actions militaires doivent stopper au profit de l'action politique. Le Hamas n'a pas encore annoncé l'arrêt des actions militaires. Seules les circonstances l'ont contraint à stopper ces actions. (...) Il faut une déclaration. Les deux côtés doivent faire un pas. L'Autorité doit montrer au Hamas que le dialogue est sérieux. Elle doit relâcher les prisonniers du Hamas, arrêter de surveiller les gens du Hamas, afin que le Hamas ait confiance dans le sérieux de l'Autorité " ²³.
- 49 Cependant, la stratégie future des islamistes dépendra, pour une part essentielle, de l'évolution des négociations de paix. Et si l'on peut craindre l'explosion de violences sporadiques et incontrôlées entre militants islamistes et policiers palestiniens (comme ce fut le cas à Tulkarem et Naplouse durant l'été 1996²⁴), il y a fort à parier qu'aussi bien l'appareil du mouvement islamiste que l'Autorité Palestinienne s'évertueront à prévenir tout affrontement inter-palestinien.
- 50 Autrement dit, tant que la stratégie non-violente vis-à-vis de l'occupant prévaudra au sein de l'opinion palestinienne et que la foi dans le processus de paix et dans l'Autorité Palestinienne l'emportera, les islamistes ne pourront défier Yasser Arafat. Seule une réelle détérioration de la situation, qui conduirait la population à déceler dans le recours aux armes l'unique voie permettant l'instauration d'un Etat palestinien, pourrait gagner celle-ci à la cause du Hamas. Ce n'est certes pas encore le cas. La majorité des Palestiniens semble continuer à placer ses espoirs dans le processus de paix, même si les affrontements de septembre 1996 ont entamé la confiance d'une partie d'entre eux. C'est pourquoi le Hamas a observé une attitude prudente à l'occasion de cette crise²⁵. Plutôt que de participer publiquement aux affrontements, la direction du parti islamiste a préféré en laisser l'entière gestion à Yasser Arafat, quitte à tirer partie de la radicalisation de la population au cas où le président de l'Autorité ferait de trop visibles concessions aux Israéliens.
- 51 Ainsi, l'espace de la violence politique s'est-il considérablement rétréci pour le mouvement islamiste, qui ne peut ni la mettre en œuvre concrètement, ni même la cautionner lorsqu'elle est le fait de militants qui se réclament de lui. Mais elle surgit pourtant, à partir de 1994, sous la forme d'un martyrisme qui mérite examen. Pour comprendre ce phénomène, il convient de mesurer la déception ou les frustrations d'acteurs islamistes radicalisés qui cherchent à maintenir ou à retrouver la capacité

d'intervention sociale et politique qui était la leur au temps du soulèvement des territoires occupés.

- 52 La transformation problématique de l'acteur islamiste en sujet
- 53 Partagés entre des inclinations individualistes et leurs allégeances communautaires, déchirés entre la volonté de s'approprier le modèle de consommation occidental et celle de récuser un système qui ne cesse de les rejeter à la périphérie du monde, certains jeunes Palestiniens vivent l'abandon de la lutte armée consécutive à la signature des accords d'Oslo comme une trahison des promesses égalitaires de l'Intifada.
- 54 Plus profondément, la violence qu'ils vont mettre en œuvre fait écho à la désorganisation sociale introduite par une modernisation dont les effets politiques, économiques, sociaux et culturels se déclinent sur un mode largement convulsif. Elle témoigne, entre autres, de leur volonté d'abolir la distance séparant de plus en plus leurs revendications de justice et de participation, et le statut inégalitaire qui est le leur.
- 55 Le recours à la violence représente pour ces acteurs un moyen de réduire la dissociation imposée par les mutations introduites par la modernité, mais également par les transformations politiques récentes.

NOTES

1. Rapport de force modifié par la signature d'un accord de paix entre Israël et la Jordanie, et par l'ouverture de négociations entre Israël et la Syrie exposant le Hamas au risque de perdre l'essentiel de ses bases de repli à l'extérieur.
2. Né en 1947 dans une famille de la région de Beer Sheva , et réfugiée dans la bande de Gaza en 1948, le cheikh Sayyed Abou Mousammeh est, de nos jours, la personnalité islamiste la plus en vue des camps de Khan Younis et de Refah. A l'issue de trois années universitaires consacrées au début des années soixante-dix en Syrie, à l'étude de la littérature anglaise, et où il côtoie les Frères Musulmans, Sayyed Abou Moussameh séjourne durant quatre ans en Arabie Saoudite où il étudie la chari'a. De retour à Gaza en 1985, il devient, en 1988, membre du bureau politique du Hamas. Nommé à la tête du mouvement en 1989 à la suite de l'arrestation du cheikh Ahmed Yassine, il est lui-même arrêté en 1991 et condamné à 12 ans de prison. Relâché en 1994, il devient directeur de l'hebdomadaire El Watan qui est actuellement sous le coup d'une interdiction de trois ans. En 1995, il est condamné à deux ans de prison par la Cour de sûreté palestinienne de Gaza pour " incitation à la révolte contre l'Autorité Palestinienne ", puis il est élargi au bout de neuf mois, à la condition de participer à la délégation du Hamas chargée de se rendre au Caire en décembre 1995, pour y négocier un accord avec Yasser Arafat. Ces indications proviennent d'un entretien réalisé à Gaza le 24 septembre 1996.
3. La déclaration fait explicitement référence aux résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptées lors de sa quarantième session et reconnaissant la légitimité des mouvements de libération nationale.

4. Déclaration publiée par le bulletin du JMCC Press Service du 13 mars 1996.
5. Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.
6. Entretien à Gaza le 25 septembre 1996 avec le docteur Atif Redwan, professeur de science politique à l'université islamique de Gaza, membre du Hamas et membre fondateur du Parti du Salut National Islamique (l'une des émanations politiques du Hamas).
7. Entretien à Gaza, le 24 septembre 1996, avec le cheikh Sayyed Abou Moussammeh.
8. Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.
9. Chef du bureau politique, Musa Abou Marzouk s'est, en plusieurs occasions, déclaré favorable à la recherche d'un compromis avec l'Autorité palestinienne voire avec Israël. Originaire de Gaza, âgé de 45 ans, il est titulaire d'un doctorat en ingénierie de l'université de Louisiane. Arrêté aux Etats-Unis en juillet 1995, il a été accueilli par la Jordanie en mai 1997.
10. A Tel Aviv, une attaque-suicide (attribuée au Hamas) vient rompre la " trêve " le 21 mars 1997, suite à la décision israélienne de construire une colonie juive au Djebel Abou Gheim (Har Homa) dans la partie arabe de Jérusalem.
11. Né en 1965 dans une famille d'agriculteurs modestes du village de Rafat en Cisjordanie (près de Naplouse), diplômé en ingénierie électrique de l'université de Bir Zeit, Yahia Ayache, dit l'ingénieur fut, jusqu'à sa mort le 5 janvier 1996, l'artificier et l'un des principaux chefs de l'aile militaire du Hamas. Entré dans la clandestinité en juillet 1992 à la suite de son refus de se rendre à une convocation du Shin Beth, Ayache est soupçonné d'avoir organisé une série d'attentats-suicides qui en ont fait un véritable héros populaire.
12. Issu du camp de réfugiés de Khan Younis dans la bande de Gaza.
13. Enlevé le 9 octobre 1994 par un commando de la branche armée du Hamas qui réclamait l'élargissement de prisonniers palestiniens en échange de sa libération, le caporal Nashon Wachsmann est tué, ainsi que les trois membres du Hamas, lors de l'assaut lancé par les forces de sécurité israéliennes contre la maison où le commando était retranché. En signe de représailles contre la mort de trois de leurs camarades, les Brigades Azzeddine El-Qassem organisent, le 19 octobre suivant, un attentat-suicide à Tel Aviv. Preuve, s'il en était besoin, de l'importance de l'événement au regard des éléments les plus radicalisés de la mouvance, durant la campagne électorale précédant les élections de l'université islamique de Gaza, les étudiants islamistes présentent une pièce de théâtre mettant en scène l'enlèvement et la mort du soldat Wachsmann.
14. Cet accommodement s'est, semble-t-il, accompagné de " liquidations " de jeunes leaders (chebab) de quartiers radicalisés du Hamas.
15. Revendiquant les attaques-suicides de mars 1996, " les élèves de Yahia Ayache " commandaient à " leurs frères qui avaient signé une déclaration d'Azzeddine El-Qassem appelant à un cessez-le-feu, d'arrêter immédiatement de distribuer ces tracts ". Revendication publiée par le bulletin du JMCC Press Service du 3 mars 1996.
16. Attentats dont la suspension, jusqu'en mars 1997 s'explique autant par les efforts de la direction intérieure de dissuader l'accomplissement de toute nouvelle opération, que par les difficultés logistiques occasionnées par le bouclage et la double répression israélienne et palestinienne.
17. Communiqué publié par le bulletin du JMCC Press Service du 8 mars 1996.
18. Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996
19. Entretien avec Mahmoud Zahhar, porte-parole du Hamas à Gaza, paru dans la Revue d'Etudes Palestiniennes, n°3, printemps 1995, p. 12-18.

20. Né en 1952 à Ma'an en Jordanie (où son père était policier) au sein d'une famille originaire de Naplouse et arrivée à Jérusalem juste après sa naissance, le cheikh Hamami a suivi l'enseignement de l'école islamique de Jérusalem avant d'étudier à l'université d'El-Azhar. Ayant entamé, sans l'achever, un master en science de l'éducation, il adhère à l'organisation égyptienne des Frères Musulmans. De retour en Palestine en 1977, et malgré plusieurs séjours en prison (entre 1988 et 1990, entre 1990 et 1992, puis durant six mois en 1995), il intègre l'institution chargée de la gestion des Waqf (biens religieux) de Jérusalem, participe à la gestion de la mosquée El-Aqsa devient directeur du comité islamique pour la culture de Jérusalem, puis devient directeur d'un collège islamique de la ville. A la naissance du Hamas, il est chargé par le parti d'assurer la liaison entre Gaza et la Cisjordanie. Partisan d'un rapprochement entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne, il est, en 1995, membre de la délégation qui se rend au Caire afin de négocier un accord entre le Hamas et Yasser Arafat. Entretiens avec le cheikh Jamil Hamami à Jérusalem les 21 et 30 septembre 1996..

Les islamistes déploient, dans cette perspective, une stratégie de diversification des tâches destinée à la fois à promouvoir les activités socio-éducatives du mouvement, et à le remettre politiquement en selle en vue d'une participation aux prochaines élections municipales. L'Organisation des Frères Musulmans tente de se reconstituer es qualité, déposant à cet effet, en septembre 1996, une demande officielle d'agrément en Cisjordanie, tandis que les " politiques " s'efforcent d'investir l'arène politique à travers la formation de partis, comme l'atteste la création à Gaza, le 20 novembre 1995, du Parti du Salut National Islamique[[Présidé par Ismaël Abou Chanab (actuellement en prison) et vice-présidé par Ahmad Sa'ati, le parti (Khilas) affirmait, à sa naissance, fonder son action sur la participation à la vie politique, sur " l'option palestinienne " et sur la recherche de l'unité.

21. Entretien à Gaza le 25 septembre 1996 avec le docteur Atif Redwan.

22. Entretien, le 24 septembre 1996 à Gaza, avec le cheikh Sayyed Abou Moussammeh, membre du comité de dialogue avec l'Autorité Palestinienne et de la délégation du Hamas présente au Caire en décembre 1995.

23. Entretien avec le cheikh Jamil Hamami à Jérusalem les 21 et 30 septembre 1996.

24. A la suite du décès sous la torture, le 31 juillet 1996, d'un militant du Fatah, Mahmoud Jumayyil, arrêté par la police palestinienne, plusieurs centaines d'habitants de Naplouse manifestent contre le représentant local de l'Autorité Palestinienne, et réclament la libération des prisonniers retenus dans les geôles de l'Autorité. Le 3 août suivant, les mêmes incidents se produisent à Tulkarem où un manifestant est tué par la police palestinienne.

25. Yasser Arafat a procédé discrètement à la libération de certains militants islamistes dans les jours qui ont suivi la crise. La carte Hamas peut, à l'évidence, lui être de quelque utilité dans l'hypothèse d'une épreuve de force avec Israël.

INDEX

Index chronologique : 1990 - 2000

Mots-clés : guérillas et organisations clandestines, kamikaze (missions suicide), religion, violence

Index géographique : Israël, Palestine

Thèmes : OLP, Hamas (Palestine), Fatah (Palestine)